

culière dans son déclenchement et dans son amplification. Depuis l'expédition impérialiste d'Éthiopie et les sanctions auxquelles l'impérialisme anglais — menacé dans ses intérêts dans la Méditerranée et en Afrique — a entraîné la Société des nations contre Mussolini, l'impérialisme italien a sciemment choisi la voie du réarmement à outrance et de la conquête de son « espace vital » comme seul moyen de prolonger son régime en grande partie déjà usé.

En se rangeant dans la fraction de l'« Axe », aux côtés de Hitler et du Mikado, il a précipité l'heure de la guerre, et par sa participation active il a prolongé les souffrances des peuples de l'Europe et des colonies.

Mais en même temps il a aussi précipité l'heure de sa chute, se révélant dans la guerre, à cause de sa structure économique faible et de son régime politique usé, comme le maillon le plus faible dans le dispositif de l'« Axe », maillon qui se brisa le premier.

Les capitalistes anglais, américains et français, avaient tous avant que Mussolini n'ait commencé à menacer sérieusement certaines de leurs positions dans le marché mondial, applaudi,

La politique de la bureaucratie soviétique

La bureaucratie soviétique qui a usurpé le pouvoir prolétarien en Russie et qui, tout en maintenant encore les conquêtes fondamentales de la Révolution d'octobre — comme l'étatisation des moyens de production, la planification et le monopole du commerce extérieur — dont elle tire des privilèges exorbitants, tient la masse ouvrière de ce pays opprimée sous un régime policier infâme, et qui a transformé dans sa politique chaque principe du communisme en une grotesque parodie, n'a pas plus que les capitalistes de tous les pays le droit de décharger sa responsabilité dans le déclenchement de cette guerre et dans la politique réactionnaire suivie depuis la chute de Mussolini en Italie.

La politique de Staline avant la guerre avait préparé partout les grandes défaites prolétariennes, en Chine durant la révolution de 1925-1927, en Allemagne en 1933, en Espagne durant la révolution de 1935-1938, qui ont permis à la bourgeoisie de se stabiliser et de se lancer dans la guerre.

C'est Staline qui, en concluant en 1939 son pacte d'alliance avec Hitler, a permis à celui-ci d'envahir la Pologne et de

encouragé et assisté ce dernier dans sa lutte contre les masses italiennes, et, jusqu'au dernier moment avant l'entrée de l'Italie en guerre, n'avaient pas ménagé leurs efforts pour le gagner à leur jeu.

Leur guerre soi-disant pour la « démocratie » et contre le fascisme, ne fut qu'une piètre façade pour cacher leurs propres sordides intérêts impérialistes et pour mobiliser plus facilement les masses sous leur drapeau.

Quand l'agitation grandissante des masses italiennes a précipité les dissensions dans les rangs des leaders politiques de la bourgeoisie italienne et le renversement de Mussolini, en été 1943, qui en fut la conséquence, les « alliés » mirent leur confiance en Badoglio, la monarchie et une grande partie de l'ancienne administration politique et militaire du fascisme.

L'Amgot, administration militaire alliée, a systématiquement saboté toute épuración par le peuple de la peste fasciste, et a énergiquement combattu toutes les créations populaires, telles que les formations de partisans, les tribunaux populaires, etc., qui visaient, quoique confusément, à défendre et à élargir les libertés démocratiques des masses.

précipiter ainsi la guerre. C'est Staline qui a stimulé à l'extrême la résistance désespérée des forces de l'Axe avec sa propagande de haine chauvine et les mesures de pillage, de déportation et d'oppression prises contre les populations des pays occupés et vaincus. Autant que le capitalisme mondial, Staline s'est efforcé par tous les moyens d'éviter l'éclatement d'un mouvement révolutionnaire en Italie, en Allemagne et ailleurs.

Quand Mussolini fut renversé, les « Alliés », d'un commun accord y compris la bureaucratie soviétique, ont mis Badoglio au gouvernement et préservé la monarchie pour que l'ordre règne en Italie et que l'« effort de guerre » ne soit pas dérangé.

Depuis la « libération », l'attitude prise par la bureaucratie soviétique dans l'élaboration du « traité de paix » avec l'Italie et la question de Trieste l'a placée parmi les protagonistes d'une « paix » de réparations et d'annexions qui discrédite aux yeux des masses italiennes l'U. R. S. S. et le communisme.

La politique des dirigeants socialistes et stalinien italiens

Si les souffrances et la misère imposées aux masses italiennes incombent directement au régime capitaliste qui règne encore en Italie et dans le monde, sauf en U. R. S. S., la politique des dirigeants socialistes et stalinien italiens est pourtant responsable d'avoir saboté, freiné et trahi la lutte menée par les ouvriers et paysans italiens pour en finir avec ce régime.

A deux reprises, en été 1943 lors du renversement de Mussolini et en 1945 lors de la « libération » du nord du pays et de l'exécution du dictateur fasciste, les masses italiennes spontanément se sont engagées dans la voie de l'action révolutionnaire dont elles n'étaient détournées que par la politique systématiquement contraire des dirigeants socialistes et stalinien orientés vers la collaboration de classe.

De 1943 à 1945, socialistes et stalinien soutiennent les différents gouvernements constitués avec l'assentiment du contrôle occupant anglo-américain dans le Sud, pour continuer la guerre aux côtés des « Alliés ».

Après la « libération » totale du pays, cette politique de collaboration de classe se poursuit tout d'abord avec la formation des différents gouvernements de coalition des six partis

La seule issue

Si l'Italie était condamnée à vivre encore longtemps sous le régime capitaliste, et si les masses exploitées du pays n'arrivaient pas à s'affranchir de la tutelle des partis « ouvriers » traditionnels, il n'y aurait d'autre solution que l'installation à nouveau dans le pays d'un régime capitaliste « fort », bonapartiste ou fasciste.

Même avec l'aide américaine la bourgeoisie italienne se montrera incapable, pour un délai de plusieurs années, de satisfaire même partiellement les énormes besoins des masses dont le niveau de vie ne cesse de s'abaisser. Absorber le chômage en développant largement la production, augmenter les salaires, équilibrer la balance commerciale et le budget, stabiliser la monnaie, relever les conditions de vie des ouvriers

agricoles et des paysans métayers du Sud — voilà des problèmes qui dépassent largement les possibilités offertes par la conjoncture internationale actuelle à la bourgeoisie italienne.

Au contraire, devant elle s'ouvre une longue période de grandes difficultés économiques et sociales, de convulsions et de crises.

Dans ces conditions il ne lui reste qu'à précipiter la préparation d'une solution « forte » qui saura briser la résistance des masses et lui permettra d'avancer dans la reconstruction de son économie délabrée avec plus d'efficacité et de sûreté. Cependant cette orientation qui est déterminée par l'ensemble des conditions dans lesquelles s'est placée actuellement la bourgeoisie italienne, subira, aussi bien dans son rythme que

dans la forme qu'elle prendra, les influences de multiples facteurs mais surtout de l'évolution de la situation internationale et de celle de l'Europe occidentale en particulier — dont la France est actuellement le point-clé — et des réactions des masses italiennes.

C'est en réalité ce dernier facteur qui aura l'importance décisive et il est encore possible de le faire agir dans un sens favorable à la perspective de la révolution socialiste, seule solution pour le prolétariat et les autres couches exploitées de l'Italie.

L'alternative : Révolution socialiste ou de nouveau régime « fort », bonapartiste ou fasciste, en Italie est du reste valable pour tous les pays de l'Europe et du monde à des échéances variables d'un pays à l'autre.

Sur un plan plus général, l'alternative : Révolution socialiste ou en définitive nouvelle guerre mondiale atomique est maintenant posée devant toute l'humanité.

C'est dans la mesure où les masses italiennes prennent pleinement conscience des conditions historiques internationales et nationales dans lesquelles se déroulent leurs luttes quotidiennes pour leur pain, leurs libertés et la paix, qu'elles peuvent faire jouer l'alternative historique dans le sens de la révolution socialiste et de la collaboration pacifique des peuples dans le cadre des États Unis socialistes d'Europe et du Monde. La tâche de l'avant-garde prolétarienne italienne consiste à faciliter cette prise de conscience des masses en présentant un programme d'action immédiat qui tienne compte à la fois des besoins les plus pressants de la population laborieuse, de son expérience et de son état de conscience.

Cependant il est nécessaire de formuler ces revendications de telle façon que celles-ci, tout en permettant la mobilisation des masses dans la période immédiate pour des objectifs limités, conduisent toutes à une seule et même conclusion : pour résoudre à fond n'importe quel problème vital, il faut que le prolétariat, par son action de classe — et en alliance étroite avec les autres couches exploitées — arrache aux exploités capitalistes, les usines, les banques et toutes leurs entreprises, aux grands propriétaires fonciers leurs terres et les distribue à ceux qui les travaillent, détruise l'appareil d'État bourgeois et jette les fondements de la République socialiste italienne fédérée. Les revendications, mêmes les plus minimales, sont dans ce sens des revendications transitoires car chacune d'elles met en question la subsistance du régime capitaliste.

A. — Mots d'ordre économiques

1. Salaires et ravitaillement.

Entre 1938 et 1946 le coût de la vie a augmenté, selon les estimations officielles, de 30 fois environ ; les salaires des ouvriers 18 fois seulement, et ceux des petits employés de l'État et des entreprises privées de 7 fois seulement.

Durant l'année 1947 l'avisement progressif de la monnaie a provoqué une nouvelle hausse importante des prix qui a porté le coût de la vie à un niveau 40 fois supérieur à celui de 1938 tandis que les salaires et les appointements des employés restaient pratiquement bloqués depuis octobre 1946.

En matière de salaires des ouvriers industriels, des petits employés et des ouvriers agricoles, le mot d'ordre central est la fixation d'un minimum vital sur la base d'un travail maximum de 40 heures.

La garantie du minimum vital doit être donnée par l'application de l'échelle mobile des salaires basée sur l'index du coût de la vie établi par les syndicats.

La lutte revendicative pour les salaires est liée dans les conditions actuelles de pénurie des vivres, de restrictions alimentaires et de marché noir, au contrôle populaire sur les prix et le ravitaillement. Ce contrôle doit se faire par la constitution dans tout le pays d'un vaste réseau de comités locaux d'usine, de ménagères, de petits commerçants et de paysans travailleurs, qui s'attaqueront aux grossistes, aux spéculateurs, aux commerçants du marché noir, détecteront les stocks et les confisqueront, organiseront directement l'échange des produits industriels, agricoles, par la formation de coopératives d'usines et de coopératives de paysans travailleurs, ainsi que la distribution équitable de ces produits parmi les consommateurs travailleurs.

En attendant, les ouvriers et petits employés des usines et des grandes entreprises — organisés en coopératives, sur le lieu de leur travail — exigeront que leur direction et l'État leur fournissent la nourriture et l'habillement pour eux et leurs familles, à des prix taxés et en rapport avec ceux qui sont entrés dans le calcul de leur minimum vital et de l'échelle mobile.

2° — Chômage et plan de reconstruction économique.

La misère de plus de deux millions et demi de chômeurs, ouvriers, anciens prisonniers et combattants qui risquent de se

lumpéniser complètement, si elle se prolonge, risque d'être exploitée par les courants néo-fascistes et de creuser un fossé entre les chômeurs et les ouvriers qui travaillent.

Ces derniers ont le devoir de lier constamment leurs luttes à celles des chômeurs, d'unifier leurs revendications, de les organiser dans les mêmes syndicats qu'eux.

Le mot d'ordre central est en matière de chômage, l'échelle mobile des heures de travail, la répartition du travail existant entre tous les travailleurs, sans diminution de salaires.

Tous les travailleurs exigeront l'élaboration par les syndicats d'un plan de reconstruction de l'économie nationale, appliqué sous le contrôle ouvrier et qui sera capable d'absorber toutes les forces de travail disponibles et d'assurer le développement des forces productives du pays, et d'élever le niveau matériel de sa population laborieuse.

En attendant, les travailleurs demanderont à l'État un vaste programme de travaux publics d'utilité immédiate, en commençant par la reconstruction des villes, villages et des ouvrages détruits par la guerre, qui occuperont les chômeurs avec le même minimum vital que les autres ouvriers, minimum fixé sur la base d'une semaine de travail ne dépassant pas les 40 heures.

Aux nouveaux licenciements d'ouvriers, que les industriels décideront sous le prétexte de leurs difficultés financières, les ouvriers répondront en exigeant le contrôle par leurs comités d'usines du débauchage et embauchage, en dehors de tout arbitrage étranger, et un regard direct sur la gestion de l'entreprise.

3° — Revendications spéciales pour les ouvriers agricoles et les paysans travailleurs.

Les revendications économiques pour le salaire et le chômage des ouvriers industriels, sont aussi valables pour les ouvriers agricoles organisés dans leurs propres syndicats.

Les ouvriers agricoles lutteront pour une semaine de travail de 48 heures maximum, pour l'amélioration de leurs conditions de travail, de logement et de culture, pour l'extension de la législation sociale dont jouit le prolétariat industriel et pour l'amélioration de celle-ci garantissant l'assurance contre les accidents, la création d'écoles techniques, etc...

En Italie, la couche des petits et moyens paysans propriétaires de leurs terres est une minorité très restreinte par rapport aux couches des ouvriers agricoles et des paysans métayers, qui travaillent dans les terres des grands propriétaires fonciers, en particulier, dans le Sud de l'Italie et en Sicile. La réforme agraire est toujours à l'ordre du jour en Italie, et l'acuité de la question agraire en ce pays rend le dynamisme révolutionnaire de la situation italienne encore plus important. Le mot d'ordre central dans ce domaine reste : la terre à ceux qui la travaillent, abolition du métayage, et en tout cas, réduction à un minimum de la part qui revient aux propriétaires.

La réduction des fermages pour les petits fermiers, la remise obligatoire d'une indemnité pour toutes les améliorations, apportées à la terre par les fermiers au cours du contrat de fermage, l'abolition des dettes aux banques et aux usuriers.

Les syndicats des travailleurs agricoles, soutiendront la lutte des métayers et des petits fermiers et lieront leurs revendications envers les propriétaires fonciers et l'État, à celles de ces couches.

4° Nationalisation sans indemnité ni rachat des monopoles et grandes entreprises. Fusion de toutes les banques en une seule banque centrale statique.

L'industrie italienne est hautement centralisée, et en réalité ses 85 % environ sont entre les mains d'un groupe très restreint de financiers qui contrôlent aussi les différentes banques.

Les bolcheviks léninistes italiens, en attendant l'expropriation totale de la classe capitaliste, qui sera l'œuvre seulement de la révolution prolétarienne, mettent en avant le mot d'ordre de la nationalisation sans indemnité ni rachat, de tous les monopoles et grandes entreprises industrielles parmi les plus importantes pour la reconstruction de la vie économique du pays, et leur contrôle par des comités ouvriers et techniciens dévoués au peuple (comités d'usine).

Ils réclament l'expropriation de toutes les banques privées à l'exception des petits dépôts bancaires, et la concentration de tout le système de crédit dans une banque étatique unique, capable d'aider en investissements et crédits, les relevements planifiés de l'industrie et de l'agriculture nationale.

B). — Mots d'ordre démocratiques et politiques.

Les élections pour l'Assemblée constituante ont donné comme résultat, l'élection d'un parlement bourgeois ordinaire, qui déforme complètement les réelles aspirations des masses italiennes.

D'autre part, la nouvelle constitution que ce parlement a élaborée, avec l'approbation honteuse des partis dits ouvriers, le « socialiste » et le « communiste », n'est que la charte juri-